Sarkozy et Fillon face à la démocratie culturelle.

Internacional | 09-05-2008 | 10:36

Le 7 mai 2008 s?est tenu à l?Assemblée nationale un débat sans vote au sujet de la protection des langues dites régionales . « Régions et peuples solidaires » tient à saluer l?honnêteté et l?ouverture d?esprit des députés de tous bords qui sont intervenus en faveur de la diversité culturelle en France en rappelant les éléments suivants :

- le jacobinisme et le centralisme parisien ont mené depuis des décennies une politique volontariste de destruction des langues et cultures régionales au mépris des conventions internationales en matière de droits culturels.

- loin d?être un danger pour l?unité de la République, les langues « régionales » sont un facteur de cohésion sociale, de développement économique et d?enrichissement culturel profitable à tous citoyens.

- l?expérience a montré que les élèves scolarisés dans les écoles bilingues ou en immersion ont une meilleure maîtrise du français et une capacité supérieure d?apprentissage des autres langues que les autres élèves.

- sans une modification de l?article 2 de la constitution française en faveur des langues régionales et sans la ratification de la « Charte européenne des langues régionales ou minoritaires » , ce débat historique n?aura aucun sens et aucun effet.

Au mépris des doléances exprimés démocratiquement par les représentants du peuple, le gouvernement français s?est prononcé contre la modification de l?article 2 et la ratification de la Charte. Il se contentera de proposer prochainement un texte de loi faisant le bilan de la situation linguistique en France et qui ne permettra aucunement la protection juridique nécessaire à la survie des langues régionales.

Une fois de plus, Nicolas Sarkozy et son gouvernement auront mis en place une parodie de démocratie en organisant un débat parlementaire sans tenir compte des revendications exprimées à cette occasion par les députés et les citoyens. « Régions et peuples solidaires » alerte le gouvernement Fillon sur les dangers que peut engendrer une telle attitude anti-démocratique et intolérante.

Alors que les Nations-Unies ont proclamé 2008 « année internationale des langues » et que la France prendra dans moins de deux mois la présidence de l?Union européenne , le rejet actuel de la démocratie culturelle ne peut que nuire à l?image internationale de la prétendue « Patrie des droits de l?Homme ».

Fuente: Redacció

Autor: Redacció